



Contre les dérives autoritaires et les politiques d'austérité partout en Europe

Avec le Pacte Budgétaire et le Mécanisme Européen de Stabilité, les gouvernements européens organisent le transfert des derniers pouvoirs des parlements nationaux vers des instances européennes non élues. Ils imposent des politiques d'austérité brutales à toute l'Europe. Leur but est de conforter les marchés, les banques et les spéculateurs. C'est une vraie dérive autoritaire et technocratique.

Ils verrouillent le débat démocratique au profit des banques

Cette dérive n'est pas le fruit du hasard. Face au risque que les peuples, même à la marge, remettent en cause par leur vote le remboursement prioritaire de la dette, les gouvernements veulent tout verrouiller. Pour eux, la dette doit être remboursée en priorité même si pour cela il faut geler les salaires, voire les baisser, couper massivement dans les budgets sociaux, diminuer brutalement l'emploi dans la fonction publique, mettre en place une TVA anti sociale. En France, Sarkozy préfère aider les patrons de la BNP, du Crédit Lyonnais et de la Société Générale plutôt que les salariés de ces banques ou ceux de PSA Aulnay, de Pétroplus, d'Arcelor Mittal, de Lejaby ou de Fralib qui subissent des plans de licenciements.

Des discours pour faire oublier la baisse des impôts pour les plus riches

Sarkozy veut nous faire croire qu'il va instaurer un impôt minimum pour les multinationales françaises ou taxer les exilés fiscaux. C'est pour mieux nous faire oublier les cadeaux fiscaux aux plus riches. **Car l'endettement des Etats est aussi le produit d'une baisse massive de l'imposition sur les plus riches et sur les grandes entreprises.** Il hurle à l'attentat fiscal « confiscatoire » quand Hollande propose de mettre en place une tranche d'imposition de 75%, au-delà d'un million de revenus. Pourtant cette proposition est bien timide par rapport à la nécessité de rétablir une fiscalité plus redistributive qui aurait l'avantage de mieux financer une vraie politique sociale.

Il faut refuser de rembourser cette dette illégitime !

Ce n'est pas à nous de payer cette dette créée par un système dont la logique est la course aux profits, au détriment de l'équilibre écologique de la planète, ainsi que des besoins réels des populations. Cette dette est illégitime. Partout, des collectifs unitaires de syndicalistes, altermondialistes, militant-es associatifs et politiques de gauche, et de simples individus, se constituent pour qu'il y ait un vrai débat démocratique sur la question de la dette et pour proposer une alternative aux politiques de rigueur.

D'autres choix sont possibles !

Venez en débattre à la réunion d'information
organisée par le collectif 20e

**Mardi 3 avril à 19h00
à l'école élémentaire**

103 avenue Gambetta, M° Gambetta

19h00 : Débat, échanges entre le public et les intervenants avec Nicolas SERSIRON du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde)

Collectif Paris 20ème pour un audit citoyen de la dette : Attac 20, Apeis, EE-Les Verts 20, Fase 20, LDH 20, NPA 20, PCF 20, PG 20, Résistance Sociale, Snuipp-FSU, Solidaires Paris, UL CGT 20 et des citoyen(ne)s du 20ème

Signez l'appel comme des milliers de citoyen-n-es sur www.audit-citoyen.org et rejoignez le collectif 20ème pour un audit citoyen de la dette (contact : auditdetteparis20@gmail.com)

Qu'est-ce que le MES ?

Le Mécanisme Européen de Stabilité est une nouvelle institution européenne ayant vocation à prêter aux États en difficulté en échange d'un "ajustement macroéconomique" décidé conjointement par la BCE, la Commission européenne et le FMI.

Le MES prétend être un mécanisme de solidarité entre les États. Il vise à être « un soutien à la stabilité de ses membres qui connaissent ou risquent de connaître de graves problèmes de financement ». Le MES prêtera donc des fonds aux États ayant du mal à emprunter directement sur les marchés financiers. Sauf que loin de sortir les États et la zone euro de l'emprise des marchés financiers, le MES la renforce encore. Les banques, qui peuvent aujourd'hui emprunter à 1 % auprès de la Banque centrale européenne (BCE), prêteront au MES à un taux nettement supérieur. Le MES prêtera donc aux États à un taux encore supérieur et ces fonds serviront à payer la charge de la dette qui entrera dans les coffres des banques.

Le secteur privé est également appelé à participer, toujours en échange d'une politique d'ajustement macroéconomique. Ces politiques d'ajustement sont mises actuellement à l'œuvre en Grèce, au Portugal, en Espagne et conduisent à l'appauvrissement généralisé par la réduction drastique de la dépense publique et les privatisations multiples, léguant donc au marché ce qu'il reste de propriété et de biens communs.

Qu'est-ce que le TSCG ?

Le TSCG, c'est le traité de Maastricht au carré. Aux 60 % du PIB, montant maximum de la dette publique autorisée, aux 3 % du PIB, maximum autorisé de déficit budgétaire, va se rajouter une nouvelle règle, la fameuse « règle d'or », qui indique que « le budget général devra être équilibré ou en excédent ».

Le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance au sein de l'UE a été adopté le 2 mars 2012 par les États membres de l'UE. Il a pour objectif principal d'améliorer la coordination des politiques économiques en Europe. Pour cela, il repose sur trois piliers que sont la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance.

Le premier pilier, la stabilité, concerne les déficits publics. Il y est écrit essentiellement deux choses : le budget des États devra être en équilibre ou à l'excédent, et le déficit structurel de chaque État ne pourra pas être supérieur à 0,5% du PIB. Cette règle impose une austérité sans fin et interdit toutes politiques sociales avancées. C'est un recul démocratique immense.

Le deuxième pilier, la coordination, reste imprécis et n'institue aucun mécanisme de...coordination de politiques économique, fiscale et environnementale. La seule exigence est celle de la communication par les États de leurs plans d'émission de dette et de s'assurer que les réformes sont débattues et...coordonnées !

Enfin, le troisième pilier, la gouvernance, ne prévoit que des sommets informels entre dirigeants. Ce traité, ajouté au Mécanisme Européen de Stabilité, ne permet donc absolument pas de faire face à la crise actuelle et enfonce toujours un peu plus l'Europe dans une logique qui n'en finit plus d'échouer.

D'autres choix sont possibles !

**Venez en débattre avec
le collectif 20e**

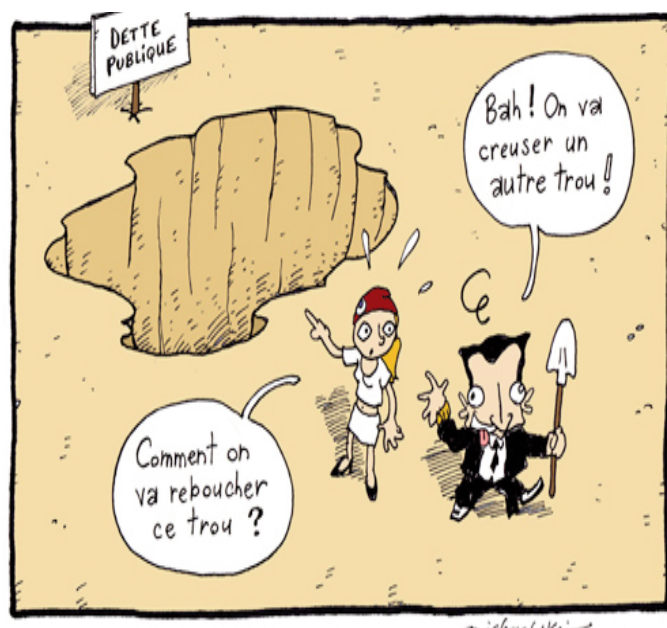
Mardi 3 avril

à 19h00

à l'école élémentaire

103 avenue Gambetta,

M° Gambetta



**Signez l'appel comme des milliers de citoyens et citoyennes sur www.audit-citoyen.org
et rejoignez le collectif 20ème pour un audit citoyen de la dette.**

contact : auditdetteparis20@gmail.com